

ATELIER DES POINTS FOCALISÉS NATIONAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE DU
PROGRAMME D'ACTION DE BRUXELLES EN FAVEUR DES PMA

Nations Unies, New York, 17 au 21 mai 2004

Exposé

**Rôle de la Société Civile pour la prise de conscience de la
Communauté internationale et la mobilisation des ressources pour
les Pays les Moins Avancés**

Présenté par

Bruno Gilles HOUNGAN

Coordinateur Régional Social Alert Afrique de l'Ouest
Membre du Comité de Coordination de LDC Watch

- Excellence, Monsieur le Haut Représentant des Nations Unies pour les Pays les Moins Avancés,
- Messieurs les Représentants des Gouvernements,
- Honorables Délégués,
- Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les PMA, pour l'honneur fait à LDC WATCH, en nous invitant à cette importante rencontre, en tant que société civile et de nous donner l'opportunité d'apporter notre modeste contribution dans le cadre de la réflexion générale sur la thématique « Mobilisation des ressources internationales en faveur des PMA.

C'est le lieu de féliciter, au nom de LDC WATCH et de ses organisations membres, en particulier Social Alert Afrique de l'Ouest, son Excellence, Monsieur Anwarul Chowdhury et toute son équipe pour le combat quotidien qu'ils mènent en vue de promouvoir le développement dans les Pays les Moins Avancés (PMA)

Avec la globalisation, le monde n'est-il pas devenu aujourd'hui un village planétaire ? De ce point de vue, le problème de développement de la population humaine, les défis de survie des populations des PMA nécessitent pour leurs résolutions une approche de solution à l'échelle planétaire.

La chute du Mur de Berlin, la fin de la Guerre Froide et de l'antagonisme Est-Ouest ont pulvérisé l'écran idéologique qui masquait la réalité des relations internationales. Alors, les phénomènes politiques, économiques, sociaux et culturels ont pu apparaître dans leurs véritables dimensions et dans leur profonde complexité.

Dans ce nouveau contexte caractérisé par beaucoup de mutations dans les relations internationales, les Etats du Tiers Monde, notamment ceux des PMA ne sont plus, à eux seuls, en mesure de faire face aux nombreux problèmes qui se posent à leurs sociétés.

De la colonisation aux Programmes d'Ajustement Structurels, la capacité de l'Etat, s'est considérablement détériorée face aux enjeux de plus en plus pressants. Malgré

les progrès réalisés dans certains pays sur le plan politique, beaucoup restent encore à faire, notamment sur le plan économique et social. Les conditions de vie des populations demeurent dramatiques et alarmantes. Le défi majeur des PMA reste de ce fait la lutte contre la pauvreté.

☞ **La pauvreté, un défi pour les PMA, mais aussi pour la Communauté internationale.**

C'est vrai que la pauvreté concerne d'abord en tout premier lieu les PMA. Mais en réalité, elle constitue un défi pour l'humanité. Ne dit-on pas que "Nul n'a le droit d'être heureux tout seul" ?

Aux termes de l'Article 1^{er} de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et ils doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Ce principe fondamental doit guider les relations internationales car seul le respect de la dignité humaine et de tous les droits inaliénables reconnus à l'homme permettra d'assurer la paix et la stabilité dans le monde. Alors la pauvreté des PMA doit fondamentalement rester une préoccupation de l'humanité. Et c'est sans doute ce qui a guidé la Communauté internationale à initier les Conférences des Nations Unies pour les PMA dont la 3^{ème} s'est déroulée à Bruxelles en 2001. Cette Conférence a eu le mérite d'élaborer le Plan d'Action de Bruxelles avec ses 7 engagements fondamentaux, qui, s'ils sont respectés, devrait ouvrir la voie à un développement durable dans les PMA d'ici 2010.

Beaucoup d'autres programmes ayant les mêmes ambitions ont aussi vu le jour:

- les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM)
- les Accords de Cotonou
- les Documents de Réduction Stratégique de la Pauvreté (DRSP)
- le Nouveau Partenariat pour le Développement (NEPAD)
- etc.

☞ **Un constat : la paupérisation s'accroît malgré tous les programmes**

Malgré les engagements internationaux et tous ces Programmes de développement, force est de constater que la pauvreté progresse toujours dans les PMA. Où en sommes-nous alors 3 ans après Bruxelles ? Avons-nous vraiment avancé ? Les engagements ont-ils été respectés ? Tous les acteurs qui devraient être impliqués dans la mise en œuvre du Programme l'ont-ils été ? Avant de revenir sur la question voyons d'abord la réalité sur le terrain.

Une analyse macroéconomique dans les PMA révélera à coup sûr beaucoup de résultats positifs obtenus. Des efforts réels ont été également faits par les Etats pour contribuer à la réduction de la pauvreté. Nous avons l'exemple de l'élaboration des Documents Réduction Stratégique de la Pauvreté (DRSP). Dans certains pays comme le Bénin, des mesures à caractère social telles que la gratuité de la scolarisation dans les écoles primaires pour les filles ont été prises pour alléger la souffrance des populations et pour donner plus de chance aux filles d'être scolarisées. Il y a eu aussi des avancées par rapport à l'instauration de la démocratie et du multipartisme, le pluralisme syndical, le respect des droits civils, etc.

Cependant, la situation au niveau micro n'est guère reluisante. Des millions de personnes continuent de vivre dans les PMA avec moins d'un dollar par jour. Des centaines de millions sont sous-alimentés et nombreux sont ceux qui meurent encore de faim. Plus de 15% des enfants qui naissent dans les PMA meurent avant l'âge de 5 ans. Des millions de populations manquent d'eau potable et chaque jour, nombreux sont les enfants qui meurent de maladies liées à l'eau. Le paludisme sévit toujours et la pandémie du SIDA progresse à une allure inquiétante. Plus de 22 millions de personnes sont déjà décédées de SIDA dans le monde et la plupart se trouvent dans les PMA. Plus de 42 millions de personnes sont porteuses du virus. Dans certains pays africains 1/3 des adultes sont déjà infestés par la maladie. Des millions d'enfants ne vont pas à l'école et la majorité sont des filles. Les droits des enfants sont bafoués et le phénomène du trafic des enfants sévit toujours en Afrique. Arrêtons-nous là, car la liste est longue.

Comme on pourrait le constater, beaucoup de problèmes continuent d'exister sur le terrain malgré tous les beaux programmes élaborés. Comment s'explique alors ce paradoxe ?

Aucun programme de développement, aussi élaboré soit-il, ne peut véritablement réussir s'il n'y a pas une collaboration effective entre la société civile, les gouvernements et pourquoi pas, les institutions internationales. Sans cette collaboration, le développement ne serait qu'un vain mot dans les PMA. La société civile se doit d'être impliquée car grand est son rôle en matière de lutte contre la pauvreté.

☞ **Quel rôle pour la Société civile dans la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles ?**

Avant de parler du rôle de la société civile, il importe d'abord de clarifier ce concept qui soulève parfois des controverses.

Beaucoup d'auteurs ont essayé de définir la société civile. "Pour nous, la société civile peut être entendue comme l'ensemble des entités sociales, des acteurs sociaux et des institutions (églises, ONG, syndicats, organisations populaires, groupements de paysans, etc.) qui ne sont pas impliquées directement dans la gouvernance et dans la gestion des affaires publiques, et dont l'action concourt à l'émergence ou à l'affirmation d'une identité sociale collective, à la défense des droits de la personne humaine et au mieux être des populations.

Dans le Programme de Bruxelles, la société civile peut jouer un grand rôle et doit d'ailleurs être considérée comme un véritable partenaire de ce Programme.

Qu'il vous en souviene, l'implication de la société civile a été expressément soulignée dans le Plan d'Action de Bruxelles. Les Gouvernements des Etats participant à la Conférence, en parlant des PMA, n'avaient-ils pas déclaré que «...leurs efforts doivent être concrètement et fortement appuyés au niveau international par les gouvernements et par les organisations internationales dans un esprit de coresponsabilité, **par le biais de véritables partenaires, notamment avec la société civile** et le secteur privé ».

Le rôle de la société civile dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Bruxelles est multiple et multiforme. Ce rôle peut être apprécié à un double niveau, international et national.

❖ **Au niveau international**

- ***La société civile en tant que "Watch Dog" des PMA***

Il n'y a pas de développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés et si les intérêts des pauvres ne sont pas pris en compte. Les grandes politiques internationales devraient toujours tenir compte de cette dimension. Malheureusement, les intérêts des grandes nations font que cette dimension est parfois occultée et reléguée au dernier plan. L'exemple de Cancun est encore frais dans les mémoires.

Il faut alors faire en sorte qu'il ait toujours à l'occasion des grandes instances des représentants des PMA, en l'occurrence la société civile pour veiller à ce que les intérêts des populations pauvres et vulnérables soient prises en compte.

Les Etats ratifient par exemple aussi tous les grands Traités internationaux, les Normes et Conventions Internationales. Mais ces Etats ont souvent tendance à violer ces accords. Ces violations doivent être dénoncées et la société civile se trouve mieux placée que quiconque pour faire ces dénonciations sur le terrain. Et c'est cela le rôle de "chien de garde" que doivent jouer les organisations de la société civile.

En ce qui concerne le Programme d'Action de Bruxelles, LDC WATCH, comme son nom l'indique s'est assigné ce rôle de "Watch dog", et avec ses organisations membres, constituent véritablement l'observatoire PMA sur le terrain. Un rapport annuel est d'ailleurs établi sur la mise en œuvre du plan de Bruxelles et adressé au Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les PMA.

- ***La sensibilisation et le plaidoyer en faveur des PMA***

Le rôle de "watch dog" doit s'accompagner d'un travail de sensibilisation et de plaidoyer en faveur des PMA. A ce niveau, les ONG disposent de l'expertise en la matière. Pour que les PMA soient soutenus, il faut que leurs problèmes soient connus et que les Nations soient sensibilisées pour contribuer à la résolution de ces problèmes. Certains problèmes par exemple ne peuvent pas trouver de solution au

seul plan national. Une action internationale s'avère nécessaire. C'est le cas par exemple du commerce interne, la dette des pays pauvres, les conflits armés, etc. La société civile doit user de son expérience pour faire jouer la carte de la solidarité internationale.

- ***Société civile, comme groupe de pression***

En même temps que la société civile sensibilise la communauté internationale sur les grands défis des PMA, elle doit aussi être un véritable groupe de pression capable de prendre position par rapport à certaines questions d'intérêt pour les PMA. Elle doit également faire la pression nécessaire afin que les accords internationaux soient respectés et qu'il y ait moins d'injustice dans le monde. (Cf. manifestation de Social Alert à Porto Alegre au cours du Forum Social Mondial de 2002).

❖ **Au niveau national**

Tous les aspects cités au niveau international restent aussi valables pour le niveau national. Mais au-delà de cela la société civile peut faire plus.

- ***La vulgarisation du Plan d'Action de Bruxelles au niveau national***

Le pouvoir de mobilisation de la société civile, notamment des ONG et des syndicats est impressionnant. Le capital social constitue la force même des organisations de la société civile. Ce pouvoir doit être mis à profit surtout dans le cadre de la promotion du Plan d'Action de Bruxelles qui, avouons-le, reste peu connu même dans les PMA. Certes, les secrétariats nationaux pour les PMA font un travail remarquable à ce niveau, mais l'appui de la société civile reste nécessaire pour plus de résultats.

Dans ce cadre, Social Alert Afrique de l'Ouest, en tant que Point focal de LDC Watch pour l'Afrique de l'Ouest a déjà initié des contacts avec le Secrétariat National Permanent des PMA à Cotonou. Des pistes de collaboration ont été identifiées, notamment sur le projet de création du centre de documentation sur les PMA et la vulgarisation du Programme de Bruxelles.

Dans le même ordre d'idée, en 2001 au Burkina Faso, les organisations de la société civile sous l'impulsion d'une organisation membre de LDC Watch au Burkina, la Ligue Burkinabè des Consommateurs, ont organisé une rencontre avec le Gouvernement et d'autres institutions pour discuter sur la possibilité d'un suivi du Programme d'Action de Bruxelles.

- ***Le rôle de protection et de défense des travailleurs : le dialogue social***

La mise en œuvre du Plan d'Action de Bruxelles suppose le respect des engagements du Plan. Aussi, tout travail fait pour aider au respect des droits contribue à la mise en œuvre du plan. Aussi, les syndicats et ONG de défense des droits de l'homme ont-ils un grand rôle à jouer pour contribuer à la bonne gouvernance, au respect des droits, à la lutte contre la corruption, etc. Les organisations de la société civile doivent prendre une large part dans tout le processus de dialogue social dans les pays afin d'assurer la paix, la tranquillité et la stabilité sociale.

- ***L'accompagnement des populations locales pour l'amélioration de leurs conditions de vie***

Le travail des ONG est appréciable à ce niveau. Ce travail s'observe dans plusieurs domaines (santé, environnement, éducation, finance, etc.). Au niveau de la santé, les organisations membres de Social Alert Afrique de l'Ouest ont opté pour une stratégie de promotion des mutuelles de santé. Dans ce cadre, plusieurs mutuelles de santé ont été créées afin d'aider les populations dans la couverture de leurs dépenses de santé. Au Bénin par exemple, un Comité de concertation et d'appui aux mutuelles de santé avait été créé par les organisations de la société civile. Ce comité regroupait tous les promoteurs des mutuelles de santé dans le Pays y compris l'Etat qui était représenté par un Responsable du Ministère de la santé.

 **QUE CONCLURE**

Le rôle de la société civile dans la lutte contre la pauvreté n'est plus à démontrer. La société civile a beaucoup de potentialités, et c'est d'ailleurs conscient de cela que LDC WATCH s'est fixé comme objectif dans son programme d'action d'utiliser

l'énergie, l'expertise et l'engagement de la société civile pour promouvoir le Plan d'Action de Bruxelles comme un moyen d'atteindre un développement durable pour les 50 PMA. S'il est vrai que certaines organisations de la société civile sont fortes, il n'en demeure pas moins vrai que beaucoup d'autres restent encore faibles. Un renforcement de leurs capacités est indispensable pour mieux les outiller à s'impliquer davantage dans le Plan de Bruxelles. Un appui à leurs actions contribuera à coup sûr au développement des PMA. Ces organisations sont déjà sur le terrain et travaillent à l'amélioration des conditions de vie des populations. Elles travaillent à un meilleur respect des droits humains. Elles sont présentes dans tout le processus de développement. L'insuffisance de ressource constitue leur seconde grande difficulté. Sans ressource, la société civile est limitée dans son action. En Afrique, sans le soutien des ONG, des syndicats, des associations de développement, les populations des PMA sont pratiquement condamnées.

Devons-nous laisser nos semblables des PMA continuer de mourir de faim et de soif. Devons-nous laisser les maladies et épidémies détruire des enfants innocents ? En tant que Nations riches, avons-nous le droit d'être heureux seuls ? Sommes-nous contents de voir toutes ces vagues d'immigrants frappés à nos portes, fuyant la misère et en quête d'une survie hypothétique dans les pays riches ?

Peuple du Monde, où que nous soyons, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, c'est un devoir divin pour nous d'aider les PMA.

Alors soutenez l'action de LDC WATCH ! Soutenez l'action de Social Alert Afrique de l'Ouest.

Je vous remercie